

MASQUES, TESTS ET VACCINS DES SCANDALES D'ÉTAT !

**LES RETRAITÉ.ES VONT
DEVOIR DÉFENDRE LEUR
POUVOIR D'ACHAT** LIRE PAGE 4

ÉDITO DES NOUVELLES DE L'ABSURDISTAN

G. TARDENOIS, *syndicat CGT des retraités de Chaumont*

Le président de la Région Grand-Est qui, sauf avec une bonne dose de mauvaise foi, ne peut être traité de méchant gauchiste, n'y est pas allé par quatre chemins. Jugeant du déroulement de la campagne de vaccinations, il considère qu'il y a là « un scandale d'Etat ». Nous n'allons pas démentir. Plutôt, et par extension, cela nous conforte pour affirmer que nous assistons à une « en marche » accélérée dans un « Etat des scandales ».

En neuf mois, nous avons subi celui de l'absence des masques, mensongèrement inutiles, puis devenus obligatoires. Celui des tests indisponibles pendant le confinement et dont nous sommes désormais grands consommateurs. Le tout géré, dès l'origine, dans un climat d'infantilisation et de mesures autoritaires.

Il devient donc urgent de dénoncer cet en avant dans ce que le journal allemand « Die Zeit » a nommé « l'Absurdistan ». L'énumération des faits qui justifient pareil qualificatif est long comme un jour sans pain. Elle nécessiterait un travail de recensement s'apparentant au nettoyage des écuries d'Augias.

Concernant les dernières trouvailles d'un pouvoir aux décisions stratégiques erratiques et incompréhensibles, il y a, bien sûr, le « coup de gueule » de la Région. Cette pagaille est d'ailleurs clairement dénoncée dans le courrier d'une de nos lectrices (voir page 4).

Il faut également souligner que les régions les plus touchées comme le Grand-Est auraient dû bénéficier d'une priorité. Ajoutons à cela, les tribulations en matière de stratégie. Un jour, mise sous tutelle d'un « conseil de citoyens » de 35 personnes tirées au sort, comme s'il était possible (et souhaitable) de réduire ainsi la diversité française. Alors qu'en réalité, nous apprenons incidemment qu'il est confié par contrat à un Cabinet conseil américain. Ce qui dénote la méfiance de l'hôte de l'Elysée dans son personnel, tant politique qu'administratif. Et bien plus encore dans la communauté citoyenne dont la confiance, déjà faible après la mauvaise gestion des divers mouvements (Gilets jaunes, réforme des retraites, etc.) s'amoindrit encore avec le gigantesque cafouillage de la start-up-nation-Macron dans cette crise.

Et pendant ce temps, au décompte des conséquences du virus, s'ajoutent la pauvreté qui s'étend à plus de 10 millions de personnes, une « 3^{ème} vague » de chômage par fermetures ou licenciements et une détresse morale, sanitaire et économique qui va bien au-delà des cercles habituellement concernés.

Absurdistan ont-ils dit ? Triste constat, hélas ! **G.T.**



STOP LOI SÉCURITÉ GLOBALE

**MARCHE DES
LIBERTÉS**

**CHAUMONT
SAMEDI 16
JANVIER 11H**

PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

JULIAN ASSANGE, UNE VICTOIRE, MAIS...

La justice britannique vient de refuser d'extrader Julian Assange vers les États-Unis. Savourons cet instant, mais pour autant, ce n'est pas terminé.

Si une demande de mise en liberté a été déposée, ses adversaires ont quinze jours pour faire appel.

Il faut aussi souligner que le refus d'extrader le fondateur de WikiLeaks vers les USA ne repose que sur des raisons de santé. Aucun des chefs d'accusation US n'est remis en cause. **LE COMBAT CONTINUE :**

FREE JULIAN ASSANGE



QUI CONNAÎT JLB ?

Halte : ce n'est pas une nouvelle marque de whisky. Non ! Ce sont les initiales d'un protestataire patenté. Si vous ne le connaissez pas, en privé et pour le charrier, nous disons volontiers qu'il doit avoir sa photo scotchée au commissariat de police. Et pour cause, même la plus jeune stagiaire connaît le sieur. Il est de toutes les manifs, ancien responsable du Comité de chômeurs CGT, gilet jaune référencé, militant CGT retraité encarté, candidat « extrémiste » aux municipales, etc. De quoi se perdre dans le fichage. Ajoutez-y metteur-de-feu-à-PV. Bref, par nature, il proteste. Au point, vu le ton et le comportement des demandeurs, de refuser de présenter l'ausweis qu'il avait dans sa poche. Résultat, en époque macroniste : 135 puis 350 € que sa maigre pension est bien en peine d'autoriser.

Osons une proposition : Que sa demande de remise faite le jour même soit prise en compte et, dans tous les cas, puisque l'Etat dont il est débiteur emprunte à taux négatif, qu'il lui accorde un règlement par mensualités sur 10 ans. Une démarche d'apaisement dans le cadre de la résilience, en quelque sorte...

SMIC : 0,99%...

Le gouvernement vient d'augmenter le SMIC de 0,99 %, soit un net supplémentaire de quelque 12 euros sur le bulletin de paie. Comment Bruno Le Maire, grand argentier de l'État, s'y est-il pris pour éviter la somme ronde, un tantinet supérieure, qu'il rate pour un centième ? Il faut avoir un esprit mesquin et une idée très lointaine des besoins pour parvenir à un calcul aussi tordu. Quant au montant... À moins que l'aumône octroyée soit à la hauteur du mépris que le ministre affiche continuellement à l'égard de tous les citoyens... à l'exception des plus fortunés qu'il arrose sans compter. On appelle cette attitude mépris mais aussi haine de classe.



QUAND JUPPÉ PARLAIT DU PRÉFET LALLEMENT COMME D'UN «NAZI»

Le grand public a appris à connaître Didier Lallement depuis sa nomination à la tête de la préfecture de Paris et sa gestion très musclée et critiquée des manifs. Mais ce préfet était déjà bien identifié avant cela. Fin 2017, Alain Juppé apprend que Lallement va être nommé en Gironde, raconte *le Monde*. Le maire de Bordeaux appelle *illico* Dominique Perben, ex-garde des Sceaux et sorte d'ange gardien de la carrière du fonctionnaire qui a fait ses classes au PS. Et l'ancien Premier ministre s'enquiert frontalement de la nomination de cet obsédé de la Légion étrangère et «*fana milis*»* autoproclamé : «*Dis donc, il paraît qu'on m'envoie un nazi ?*» Pas de quoi choquer Perben, qui «*éclate de rire et tresse l'éloge de son ami*», ajoute le Monde.

* Personne, en général civile, attirée par tous les aspects de la vie militaire.

<https://www.liberation.fr/>

LA FONCTION PUBLIQUE AU PRIVE

D'après un site américain : «*Il n'y a pas que McKinsey. Trois autres cabinets de conseil sont en appui de la stratégie vaccinale : Accenture, Citwell et JLL.*» Comme pour le 1^{er} les montants des contrats ne sont pas communiqués.

Notons que McKinsey s'est vu confier, avec la réussite que l'on connaît, la gestion des tests en mars 2020. Toute l'excellence des privatisations !

DES NOUVELLES DE BIG-PHARMA

D'après le magazine "The Intercept", **Pfizer** a fait 975 millions de dollars de profit grâce au vaccin en 2020 et prévoit 19 milliards supplémentaires en 2021.

La marge bénéficiaire de Pfizer sur le vaccin à ARN est estimée entre 60% et 80%. **Moderna** prévoit 10 milliards de profits en 2021.

FIGARO-CI FIGARO-LÀ

Citations, Le Figaro du 4 Janvier : «*On ne change pas une méthode qui perd. Comme au printemps, on retrouve les mêmes ingrédients de communication. D'abord commencer par s'auto-justifier, en brandissant des arguments dont on vérifie rapidement qu'ils ne servaient qu'à masquer des ratés d'exécution*». «*Inutile de se cacher derrière des dénégations fracassantes, c'est une crise politique que nous vivons*». «*Les Français, épuisés de discours grandiloquents, de promesses contradictoires, de restrictions arbitraires, semblent incrédules. Comment leur en vouloir ?*».

Ambiance ! Certes, c'est un plaidoyer pour un retour « en marche arrière » pro-LR, mais bonne base critique, non ?

INFORMATION : DU SOUCI À SE FAIRE

Tandis que le Maréchal en chef au sortir de son Conseil de défense disserte sur « la crise d'autorité » et le « complotisme » et qu'il colonise à outrance les médias complaisants, la France, comme en bien d'autres domaines désormais, se fait remarquer. Le crédit des « décideurs » à tous niveaux est en forte baisse. La « démocratie représentative » de moins en moins représentante par abstention, blancs/nuls, éparpillement des choix.

Les médias essuient un véritable affront dans leur classement au niveau européen avec à peine 23 % de confiance.

LES BOTTES, LE CIREUR ET SON COÛT

Le JDD, journal officiel de l'Elysée, qui titre à minima une semaine sur deux sur Macron, vient de prendre, via son directeur de rédaction, la main sur la direction éditoriale de Paris-Match, version people du cirage de pompes élyséennes. En contrepartie, l'Etat se fend d'une garantie d'emprunt au groupe Lagardère de 465 millions (une paille !). Bolloré, qui entre au capital, s'en félicite bien qu'il soutienne activement M.

Le Pen. Aurait-on retrouvé l'inséparable frère ennemi perdu ?



SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

CHAQUE SEMAINE, VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES RETRAITÉS DE CHAUMONT. AIDEZ VOUS AUSSI À SA DIFFUSION EN VERSANT À LA SOUSCRIPTION

Nom prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

174 000 : ENCORE, QUE ?

Dans le JHM du dimanche 3 janvier, Dominique Piot nous présente ses vœux avec un titre ambigu «L'AVENIR, SI !». Si, oui, ou si, à condition ? La Haute-Marne se dépeuple et on ne voit pas trop de raison(s) d'espérer. On évoque bien les propos un peu trop confiants de Nicolas Lacroix sur une supposée tendance au ralentissement de la baisse de population, mais on a du mal à y croire. 174 000 Haut-Marnais, chiffre au 1er janvier 2018, ce qui signifie que notre département est, au 1er janvier 2021 au-dessous de la barre des 170 000 et il semble bien que la courbe n'est malheureusement pas près de s'inverser. Les raisons d'espérer, le Parc National et Palestra (Bure est hors jeu ?) évoquées par Dominique Piot semblent bien pâlichonnes.

Si nous nous sommes interrogés sur le financement et la gestion de cet équipement (confiée pour partie au privé), il ne fait pas de doute qu'un centre aquatique, une salle de sports et de spectacles étaient nécessaires dans la ville préfecture. Mais Palestra sera-t-il de nature à inverser la donne ? Rien n'est moins sûr. L'exemple de Saint-Dizier avec son centre aquatique et la salle de spectacle Les Fuseaux qui joue souvent à guichets fermés est là pour nous rappeler qu'aussi indispensables soient-ils, les équipements sportifs ou culturels ne suffisent pas à redonner de la couleur à un département en perte de vitesse...

Il en est de même pour le Parc national : mise sous cloche et privatisation de nos forêts ou préservation de patrimoines exceptionnels et développement économique, social et culturel ? On verra bien. Notons toutefois que les parcs auront de moins en moins de moyens et c'est vers le privé qu'ils vont encore se tourner pour trouver les fonds nécessaires à leur fonctionnement.

La personnalité de M. Puydarrieux, spécialiste de l'économie verte (expression bien ambiguë) qui vient d'être nommé à la direction du Parc, nous conforte plutôt dans nos positions. Il travaille sur les liens entre commerce et environnement, à la lisière de ce qu'on appelle le greenwashing ou éco blanchiment. On est légitimement saisi par le doute.

Enfin notons que le social et l'économie sont totalement absents des vœux journalistiques du JHM dans le magazine de ce même dimanche. Pas un mot des actions sociales pour garder les emplois, défendre les libertés, pas un mot des luttes pour le maintien des services publics (et la réa que diable !). Comme si la disparition des entreprises et des services publics de proximité n'avait rien à voir avec la dégringolade démographique de la Haute-Marne...

ADRIANA ET RICHARD VAILLANT

COUVRE-FEU : AU BOULOT ET À LA NICHE

La Haute-Marne se trouve désormais sous la chape d'un couvre-feu dont la durée vient d'être allongée de deux heures et, parmi les départements du Grand-Est touchés par la nouvelle « mesure », seuls les deux départements alsaciens ont su tirer leur épingle du jeu.

Ce qui interpelle n'est cependant pas seulement la « faveur » accordée aux Alsaciens car le nuage viral se serait arrêté net à leur frontière (!), mais bien une décision impliquant en France plus de 6 millions d'âmes qui devront se mouvoir dans un nouveau marasme auquel l'injonction gouvernementale se proposait pourtant de faire un pied-de-nez...

À quel moment faire ses courses, se rendre chez son médecin, aller à la Poste, à la Sécu, à la Caisse d'alloc, chez son assureur ou même se diriger vers l'agence qui loue cette force de travail au nom singulier d'intérim ? Entre midi et deux ou le samedi ? Que penser alors des inévitables embouteillages favorisant la circulation du virus ? Mais ne dit-on pas « aux grands maux, les grands remèdes » ?

Il se pourrait fort que la thérapie choisie ici ait un rendu contraire à l'objectif recherché. Mais alors, pour quelle sombre raison le pouvoir politique a-t-il pris la décision d'allonger le couvre-feu ? Par les « rassemblements » qu'elles ont inévitablement provoqués, les « fêtes » de fin d'année en seraient-elles le prétexte ?

Oublier que les « grands remèdes » sont aussi là pour taire l'incurie du chef de l'État et de son équipe reviendrait à évacuer la nécessité de faire du ramdam - ce qui lui importe plus que tout - pourvu qu'il étouffe le bruit venu de la crise sanitaire dont la « gestion » est contestée quasi unanimement.

Ultime non-sens que cette extension du couvre-feu. La partie diurne confinée s'ajoutant à la partie nocturne, le temps passé « en famille » sera évidemment plus conséquent. N'avons-nous pas entendu dire que le virus se transmettait d'abord et plus rapidement dans la structure familiale ? Voilà ainsi une bactérie à qui toutes les chances de sévir, plus longuement et aussi durement, viennent d'être données. Le comble de la nouvelle mésaventure qui touche l'Est de la France serait que ses habitants soient accusés d'être « en famille », situation tellement déconseillée hier qu'elle en frisait l'interdiction !

Quant au fond, la nième disposition gouvernementale se résume en ces termes : au boulot et à la niche.

JACK FORMET



PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

À RENVoyer : SYNDICAT **CGT** DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

• Nom, Prénom :

• Adresse :

• Mail :

• Téléphone :

• Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

LES RETRAITÉS VONT DEVOIR DÉFENDRE LEUR POUVOIR D'ACHAT

Le 31 décembre 2020, le journal Le Figaro reprenait des arguments déjà développés selon lesquels les retraités n'avaient pas souffert des conséquences économiques de la crise sanitaire. Le quotidien affirmait que « l'idée de leur demander un effort fait son chemin ». Il y a fort à parier que les retraités ne la partagent pas.

La stigmatisation des retraités s'est déchaînée avec l'épidémie. Or une société ne peut pas fonctionner en opposant les générations. N'oublions pas que durant leur vie, les retraités ont contribué à la création des richesses du pays. Ils ont cotisé pour la retraite. En les rendant responsables de la situation, on ne reconnaît pas leurs décennies passées au travail dont beaucoup portent des séquelles. Il faut aussi se souvenir que c'est parce qu'on a coupé les ailes à l'hôpital public que l'accès des personnes âgées y a été et y reste encore limité.

Les retraités ont largement été pénalisés ces dernières années et il n'est aucunement justifié de leur faire payer les conséquences de la crise sanitaire, d'autant que les véritables profiteurs, les actionnaires des grandes sociétés qui ont bénéficié des largesses de l'Etat ne sont pas mis à contribution.

La quasi absence de revalorisation des pensions en a plongé bon nombre dans de graves difficultés, au point que l'on compte aujourd'hui plus d'un million de retraités pauvres. Depuis 1993, selon l'Insee, les prix moyens ont augmenté de près de 25%. Les retraites moyennes n'auront augmenté, elles, que d'à peine 9%...

En 2018, Macron a baissé les retraites au moyen de la CSG. Beaucoup de retraités ont ainsi perdu entre 600 et 1 200€ par an. Les retraites complémentaires sont à nouveau gelées pour 2021, au mépris d'un accord signé l'an dernier. Enfin, plusieurs rapports commandés par le pouvoir préconisent d'aligner la CSG des retraités sur celle des actifs, de supprimer la déduction fiscale de 10%, voire de baisser purement et simplement le montant des retraites de 25%.

Cette situation a été suffisamment préoccupante pour que sept organisations syndicales et associations de retraités décident d'une pétition nationale pour préserver le pouvoir d'achat des retraités. Par ailleurs, les retraités s'inscrivent dans le front commun de mobilisation de l'intersyndicale qui appelle à une journée de grève et de mobilisations le 4 février 2021 contre les décisions gouvernementales désastreuses pour le monde du travail et la jeunesse.

Les retraité.e.s CGT, dans le respect des règles sanitaires, ont bien l'intention de se mobiliser pour défendre solidairement leurs conditions de vie à la retraite et celles de leurs enfants et petits-enfants touchés par la crise sanitaire et économique.

Extraits d'un texte de Pascal Santoni (Site de l'UCR-CGT)

À NOTER : DEUX MANIFESTATIONS

STOP LOI SÉCURITÉ GLOBALE
MARCHE DES LIBERTÉS
CHAUMONT
SAMEDI 16 JANVIER 11H
PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

JEUDI 4 FÉVRIER 2021
Journée unitaire de grève et d'actions contre la politique gouvernementale désastreuse pour le monde du travail et la jeunesse.



ON NOUS ÉCRIT...

Vaccination : on se moque de nous !

Parlons-en, que l'on soit d'accord ou pas pour se faire vacciner. A nouveau, au même titre que la gestion des masques et des tests, le gouvernement brille par son incroyable incompétence face à la campagne de vaccination.

Nous avons droit à la vérité, et

ce n'est pas le cas : après le coup de com du 27 décembre (20 personnes vaccinées !) on met en avant la polémique entre ceux qui veulent ou pas se faire vacciner. On aurait pu, d'ailleurs, commencer à vacciner les 40 % de la population qui y sont favorables. Désormais, les gros problèmes logistiques (le transport, la conservation des vaccins) et administratifs (chaque Ehpad reçoit un fascicule de 45 pages à compulsurer) bloquent le démarrage massif de la vaccination alors que d'autres pays ont anticipé ces problèmes.

A nouveau, ce sont les collectivités locales et le corps médical qui vont s'atteler à la charge ! Nous aurons eu la totale face à cette épidémie. Quelle honte !

Une syndiquée qui veut se faire vacciner mais qui se demande si elle le sera avant le printemps ou même l'été prochain...

CLAUDE V.

Enfance et culture

Pendant ces vacances de Noël, moi, "la mamie" qui aime recevoir ses petits-enfants et partager de bons moments avec eux, je me suis sentie frustrée. Souvent, je profite de cette période pour les emmener au cinéma ou au spectacle vivant, à une exposition, à la bibliothèque, à la patinoire ou encore aux animations proposées par les associations ou la commune.

Cette année 2020, RIEN. Je pense à tous les enfants qui n'ont pas forcément accès à toutes ces activités par manque de moyens financiers ou qui vivent dans des familles où la culture n'est pas une habitude et qui profitent habituellement des spectacles et des séances de cinéma offerts en cette période de fête par les comités d'entreprise, les associations ou les communes. Je m'interroge sur l'influence que ce manque de sorties culturelles va avoir sur l'avenir de nos "p'tiots", dans leur évolution.

Déjà que l'année scolaire 2020 a été très compliquée à vivre autant sur la durée que sur le contenu avec l'annulation de toutes les sorties éducatives, culturelles, sportives. Est-ce que la génération des 4-12 ans qui évoluent si vite, va souffrir de ce vide culturel ?

Est-ce que nous, grands-parents, adultes, nous pourrions les aider à remplir ce vide ? Je souhaite à tous ces "bouts de chou" que 2021 soit plus faste et à tous une année culturelle plus intense.